

**ARRÊTÉ**  
**portant mise en demeure au titre des installations classées**  
**pour la protection de l'environnement**  
**Société MECASTING-COMECA à Bléré**

La préfète d'Indre-et-Loire

SAIPP/BE

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 19790 du 27 novembre 2013 autorisant la société MECASTING portant autorisation administrative des activités de la société MECASTING à Bléré et autorisant l'augmentation de sa capacité de production, et notamment ses articles 1.3 et 4.4.4.1 ;

**Vu** le rapport de l'ingénieure de l'industrie et des mines habilitée transmis à l'exploitant par courrier du 24 mars 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, suite à la visite de son établissement le 17 mars 2022 ;

**Vu** le courrier du 23 mai 2022 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant dans les délais impartis ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 17 mars 2022, l'ingénieure de l'industrie et des mines habilitée a constaté les faits suivants :

- aucun système ne permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. ;
- les installations ne sont pas réalisées conformément au dossier de la demande d'autorisation. Les eaux d'extinction d'un volume de 360 m<sup>3</sup> ne sont pas confinées. Ce confinement n'est pas complété par l'isolement des deux réseaux d'eaux pluviales de cour et de toiture avec mise en place de vannes d'obturation (page 124 de l'étude de dangers).

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 4.4.4.1 et 1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 19790 du 27 novembre 2013 susvisé ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MECASTING-COMECA de respecter les dispositions des articles 4.4.4.1 et 1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 19790 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

## ARRÊTE

**Article 1** – La société MECASTING-COMECA exploitant une fonderie sur le territoire de la commune de BLERE, à l'adresse 1 rue Gustave Eiffel ZA Saint-Julien est mise en demeure de respecter :

- I. les dispositions de l'article 4.4.4.1 de l'arrêté n° 19790 du 27 novembre 2013 en mettant en place un système qui permette l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs doivent être maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- II. les dispositions de l'article 1.3 de l'arrêté n° 19790 du 27 novembre 2013, en mettant en place un système permettant de confiner les eaux d'extinction d'un volume de 360 m<sup>3</sup>. Ce confinement devra être complété par l'isolement des deux réseaux d'eaux pluviales de cour et de toiture avec mise en place de vannes d'obturation (page 124 de l'étude de dangers), dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

**Article 2** – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** – Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à la préfète d'Indre-et-Loire (direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial) ;
- recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique et solidaire - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours ;

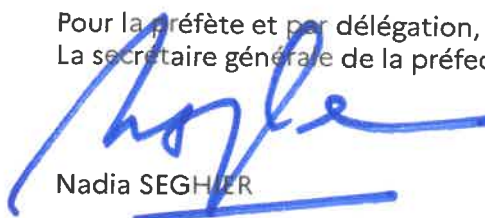
- recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans - 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4** – La secrétaire générale de la préfecture, l'inspection des installations classées sont chargés chacune en ce qui la concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception et qui fera l'objet d'une publication sur le site internet des services de l'Etat dans le département.

Tours, le **28 JUIN 2022**

Pour la préfète et par délégation,  
La secrétaire générale de la préfecture,



Nadia SEGHER